

Note de recherche **Enquête électorale / Vague 4**

Janvier 2022

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022 VA-T-ELLE MARQUER LA FIN DU CYCLE POPULISTE ?

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Le populisme représente un phénomène politique majeur de la décennie qui vient de s'écouler, en France et, plus largement, dans un grand nombre de nations occidentales. S'il a été très largement documenté pour les acteurs politiques, partis et leaders, le populisme traverse également les opinions publiques. La vague 4 de l'Enquête électorale française (ENEF) permet d'examiner en détail l'ampleur des attitudes populistes et leur évolution depuis 2017. À quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022, le populisme reste à un niveau important mais il semble avoir reculé de manière notable en France, marquant peut-être la fin du cycle populiste ouvert en 2012.

Le succès des partis et acteurs populistes représente un phénomène politique majeur de la décennie qui vient de s'écouler. Ce populisme « global » se manifeste aujourd'hui dans une diversité de contextes nationaux, depuis l'Europe jusqu'à l'Amérique latine, passant par les États-Unis, et se développe dans divers espaces politiques, de gauche à droite de l'axe idéologique¹.

En France, le populisme occupe une place centrale. En dépit de changements cosmétiques, le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen ne s'est pas véritablement départi du modèle national-populiste sur lequel le Front national avait historiquement forgé son succès. À gauche, la stratégie populiste de Jean-Luc Mélenchon à partir de 2016 a participé d'une complexification de la scène populiste et a très largement contribué au succès du leader de la France Insoumise lors de la présidentielle de 2017². Plus récemment, enfin, l'émergence d'Éric Zemmour a témoigné d'une recomposition de l'offre politique à droite de l'échiquier, élargissant un peu plus encore le spectre potentiel du populisme hexagonal.

1. Cf. Carlos de la Torre (ed.) (2020), *Routledge Handbook of Global Populism*, London, Routledge

2. Ivaldi, Gilles (2018), "Populism in France", in Daniel Stockemer (ed.) *Populism around the world: A Comparative Perspective*, Cham: Springer, pp.27-48

3.

Ivaldi, Gilles (2018), « Populisme et choix électoral. Analyse des effets des attitudes populistes sur l'orientation du vote ». *Revue Française de Science Politique*, 68(5) : 847-872

Au travers de son appel au peuple, de son rejet des élites et de son affirmation d'une volonté populaire libérée de toute contrainte, le populisme constitue un puissant moteur de mobilisation pour les entrepreneurs politiques. Au-delà des acteurs politiques eux-mêmes, les idées du populisme traversent aussi les opinions publiques sous la forme d'attitudes dont on sait qu'elles constituent un facteur important - parmi d'autres - de l'orientation du choix électoral³.

À l'approche du scrutin présidentiel d'avril 2022, la vague 4 de l'Enquête électorale du CEVIPOF nous offre l'opportunité de prendre une nouvelle fois la mesure de l'ampleur des attitudes populistes dans l'électorat français et de leur évolution depuis 2017.

La matrice populiste

4.

Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple, Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000

La matrice idéologique du populisme est structurée, rappelons-le brièvement, par trois éléments principaux. Tout d'abord, l'appel au « peuple » est au cœur de la doctrine populiste⁴. Ce peuple est construit de manière symbolique comme une communauté idéalisée, « pure » et homogène, ignorant la diversité des clivages culturels, ethniques ou socioéconomiques qui traversent les sociétés contemporaines.

En second lieu, ce peuple est systématiquement opposé à une élite, décrite comme une « oligarchie » ou une « caste », coupée du peuple. Cet antagonisme irréductible entre « ceux d'en-haut » et « ceux d'en-bas » s'exprime en termes manichéens - le bien contre le mal - et imprègne en profondeur l'imaginaire populiste.

Enfin, le populisme prétend s'arroger le monopole de la représentation du peuple « authentique » contre l'élite « corrompue ». Le peuple souverain est ainsi défini comme l'unique acteur légitime et source du pouvoir politique dont la souveraineté doit pouvoir s'exprimer de manière absolue, sans restriction aucune. Avec pour conséquence d'affaiblir l'ensemble des instruments de régulation institutionnelle de nature à entraver la volonté de ce peuple souverain.

Un paysage populiste en mutation(s)

5.

Ivaldi, Gilles (2021), Les élections européennes de mai 2019 : un 'moment' populiste ? in Potvin-Solis, Laurence (dir.), *Le principe électif dans l'Union européenne*, Coll. « Colloques Jean Monnet », Quinzièmes journées Jean Monnet, 1^{ère} édition, Paris, Bruylant/Larcier, pp.123-154

Parce qu'il s'attache essentiellement à la question du pouvoir et de la représentation politiques, le populisme coexiste avec différents systèmes de valeurs et se diffuse sur l'ensemble du spectre idéologique pan-européen⁵.

Dans l'Hexagone, les marqueurs idéologiques du populisme traversent traditionnellement les discours et les programmes du Rassemblement national. Le parti lepéniste entend rendre la parole au « peuple » s'adressant à la majorité silencieuse des « oubliés » et des « invisibles » contre les élites « mondialistes ». Ce populisme est profondément structuré par le nationalisme autoritaire et politise traditionnellement les enjeux relatifs à l'immigration, à l'identité nationale et à la sécurité⁶.

6.

Ivaldi, Gilles (2016), « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, revue française d'études constitutionnelles et politiques, n°157, pp.115-126

Il se heurte cependant depuis plusieurs années à la stratégie de dédramatisation mise en œuvre par Marine Le Pen, et la volonté de cette dernière de crédibiliser son mouvement comme véritable force d'alternance à vocation

7.

https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/01/17/presidentielle-2022-confrontee-a-eric-zemmour-marine-le-pen-apparait-moins-extreme-mais-plus-fragile-qu-en-2017_6109760_6059010.html

8.

IVALDI (Gilles), « Éric Zemmour ou le nouvel avatar de la droite radicale populiste pan-européenne », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 13, décembre 2021, 8 p. https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/NoteBaroV13_GI_zemmournouvelavatar_decembre_2021_VF.pdf

9.

Castaño, P. (2018), *Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise*. Mouvements, 96(4), 169-180

10.

Voir à ce propos l'analyse récente de Cervera-Marzal, M. (2021). *Le populisme de gauche : Sociologie de la France insoumise*. Paris : La Découverte

gouvernementale. Cette tension stratégique entre radicalité et respectabilité est précisément au cœur de la campagne actuelle de la présidente du RN. Les résultats du dernier Baromètre d'image du Rassemblement national *Kantar Public* publié en janvier montrent que la présidente du RN est effectivement parvenue à adoucir son image dans l'opinion, en partie en gommant certaines des aspérités populistes de son discours pour mieux asseoir sa « présidentialité⁷ ».

L'émergence récente d'Éric Zemmour sur des positions radicales témoigne d'une recomposition importante de l'offre populiste à droite. La rhétorique identitaire de l'ancien polémiste s'articule ici aussi avec un discours populiste anti-pluraliste d'appel au peuple contre les élites, et de construction d'une volonté populaire émancipée des garde-fous institutionnels. À cet égard, Éric Zemmour représente un nouvel avatar de la droite radicale populiste telle qu'elle s'est développée depuis le milieu des années 1980 en Europe et, plus récemment, aux États-Unis⁸.

À gauche, enfin, les discours et la praxis politiques de Jean-Luc Mélenchon recoupent eux aussi les contours du populisme. Le leader de La France Insoumise incarne dans le paysage politique français un « populisme inclusif⁹ », associé aux enjeux socio-économiques et à une critique radicale du libéralisme économique. Contrairement aux populismes de droite radicale, ce populisme est porteur de valeurs égalitaires, humanistes et universalistes, et se veut le porte-voix des groupes sociaux défavorisés et minoritaires, contre l'establishment politique et l'élite néolibérale.

Le populisme de Jean-Luc Mélenchon se trouve lui aussi confronté à plusieurs dilemmes à l'approche du scrutin d'avril 2022, en particulier l'alternative de la radicalité ou de la crédibilité¹⁰, et la question, plus que jamais d'actualité, de l'alliance avec les autres forces de gauche dans un paysage politique profondément fragmenté. Loin, pour l'heure, de son niveau record de 2017, le leader de la France Insoumise semble plutôt privilégier désormais une stratégie de gauche radicale : si les marqueurs du populisme traversent encore le programme présidentiel *L'Avenir en commun*, ils apparaissent moins présents en revanche dans les discours et la communication politique de Jean-Luc Mélenchon.

Les opinions populistes à l'approche de la présidentielle

Qu'en est-il des électrices et des électeurs ? Plusieurs des indicateurs de la vague 4 de l'Enquête électorale nous permettent de mesurer les attitudes populistes sein des électorats potentiels d'avril 2022 et de comparer ces niveaux d'adhésion à ceux mesurés en 2017, nous offrant la possibilité d'un regard sur le temps long de la précédente séquence électorale.

Nos données confirment tout d'abord l'existence, en France, d'un pool important d'électeurs susceptibles d'adhérer au discours des partis populistes (Cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Attitudes populistes en France en janvier 2022

	ENEF V4 Janvier 2022
Les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez	76
Les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens	60
Les hommes politiques à l'Assemblée nationale doivent suivre la volonté du peuple	74
Les décisions politiques les plus importantes devraient être prises par le peuple et non pas par les hommes politiques	46
Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel	43
En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes	38

% cumul des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : Enquête électorale française, ENEF 2022, vague 4, janvier 2022 (N=12 542)

Les idées populistes, on le voit, demeurent assez largement répandues à la veille de l'élection présidentielle d'avril 2022 : 76% des enquêtés pensent que « les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez ». Le sentiment d'un fossé entre les citoyens et leurs représentants est partagé par 60% des Français, et un peu moins de la moitié (43%) disent préférer « être représentés par un citoyen ordinaire plutôt qu'un politicien professionnel » ; pour 38% des répondants, « en politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes ». Enfin, l'appel à la souveraineté populaire représente un enjeu majeur : pour près des trois quarts des répondants (74%), « les hommes politiques à l'Assemblée nationale doivent suivre la volonté du peuple ». De manière plus discriminante encore, 46% des enquêtés sont également d'accord avec l'affirmation selon laquelle « c'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes ».

Si elles sont largement partagées, les attitudes populistes ne se distribuent pas toutefois de la même façon dans les électorats potentiels de 2022 (Cf. Tableau 2). On retrouve sans surprise une césure assez nette entre les électorats des candidats populistes ou radicaux, d'une part, et les supporters des candidats des partis *mainstream*, de l'autre.

Ces différences sont particulièrement marquées sur les items relatifs à la souveraineté populaire, composante essentielle du populisme. C'est le cas notamment pour l'affirmation selon laquelle « les décisions politiques les plus importantes devraient être prises par le peuple et non pas par les hommes politiques ». Cette opinion obtient des pourcentages d'adhésion autour de 65-70% au sein des électorats populistes - Mélenchon, Le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan. Les niveaux enregistrés sont comparativement beaucoup plus faibles dans les électorats Jadot (43%) et Hidalgo (40%) à gauche, ainsi que chez les électeurs de Valérie Pécresse (34%) et, plus nettement encore, chez ceux d'Emmanuel Macron (17%).

Une division de même ordre est observable s'agissant de la préférence des répondants d'être représentés « par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel », avec des pourcentages d'adhésion autour de 60% dans les électorats populistes - à l'exception des supporters d'Éric Zemmour (48%) - contre 43% chez les électeurs de Yannick Jadot, 35% chez les électeurs d'Anne Hidalgo, 47% chez les électeurs de Valérie Pécresse. Ici encore, l'électorat macroniste se distingue par le niveau le plus bas avec 20% seulement d'accord.

Tableau 2 : Attitudes populistes selon l'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022

	Les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez	Les hommes politiques à l'Assemblée nationale doivent suivre la volonté du peuple	Les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens	Les décisions politiques les plus importantes devraient être prises par le peuple et non pas par les hommes politiques	Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel	En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes
P. Poutou (NPA)	85	83	75	67	64	30
N. Arthaud (LO)	85	88	78	62	62	26
J.-L. Mélenchon (FI)	80	89	71	69	60	37
F. Roussel (PC)	78	91	72	64	58	40
A. Montebourg	73	84	75	58	45	29
Y. Jadot (EELV)	79	79	62	43	43	29
A. Hidalgo (PS)	67	76	62	40	35	22
E. Macron (LREM Modem Agir)	58	58	43	17	20	27
V. Pécresse (LR UDI)	77	73	58	34	30	41
J. Lassalle (Résistons)	88	89	79	72	57	50
N. Dupont-Aignan (DLF)	87	92	73	75	66	49
M. Le Pen (RN)	89	86	68	66	54	47
E. Zemmour (R!)	90	84	74	63	48	61

% cumul des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Source : ENEF, vague 4, janvier 2022 (N=12 542)

En regard, la critique des élites apparaît, elle, relativement plus transversale à l'ensemble des électorats potentiels de 2022. On note des différences moins marquées s'agissant de l'affirmation selon laquelle « les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez ». Seul l'électorat d'Emmanuel Macron se distingue véritablement par un niveau plus faible d'adhésion, qui tranche avec les pourcentages plus élevés observables y compris chez les électeurs de gauche ou de droite non populistes (Yannick Jadot, Anne Hidalgo ou Valérie Pécresse) et, à fortiori, chez les candidats plus clairement identifiables au populisme tels que Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou Éric Zemmour. Un même constat s'établit sur l'idée de « différences entre les élites et les citoyens » où, là encore, seul l'électorat potentiel d'Emmanuel Macron se révèle plus modéré (43%), les électorats Jadot, Hidalgo et Pécresse occupant un niveau intermédiaire (autour de 60%) entre les supporters du président sortant et les électeurs des principaux candidats populistes avec des scores avoisinant, eux, les 70%.

Au final, les données confirment très largement l'ancrage du phénomène Zemmour dans la sphère de droite radicale populiste : l'offre populiste de l'ancien chroniqueur du *Figaro* se révèle en forte résonance avec les attitudes et représentations politiques qui dominent son pool électoral potentiel tel qu'on peut le mesurer, avec les précautions qui s'imposent, à la veille de la présidentielle de 2022. Au-delà des attitudes liées à l'immigration ou aux valeurs, le populisme constitue donc bien un marqueur important de l'électorat Zemmour, en particulier sur la dimension d'anti-élitisme où les supporters du candidat de Reconquête ! obtiennent parmi les scores les plus élevés.

Le populisme a reculé dans l'opinion publique depuis 2017

Si les niveaux de populisme demeurent élevés, on observe cependant une baisse très significative depuis l'élection présidentielle de 2017, dont il faut rappeler qu'elle avait été marquée par des niveaux records de votes populistes à gauche et à droite du spectre politique. En comparaison de l'enquête conduite en mars 2017, le populisme recule sur l'ensemble des indicateurs, avec une baisse de l'ordre de 12 points en moyenne (Cf. Tableau 3). Ce repli populiste est substantiel et visible sur toutes les dimensions, qu'il s'agisse de l'anti-élitisme, de l'antagonisme perçu entre le peuple et les élites ou de l'affirmation par les répondants du primat de la souveraineté populaire.

Tableau 3 : Évolution des attitudes populistes dans l'Enquête électorale : 2017-2022

	Mars 2017 (1)	Janvier 2022 (2)	Diff.
Les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez	86	76	-10
Les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens	71	60	-11
Les hommes politiques à l'Assemblée nationale doivent suivre la volonté du peuple	82	74	-8
Les décisions politiques les plus importantes devraient être prises par le peuple et non pas par les hommes politiques	61	46	-15
Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel	59	43	-16
En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes	49	38	-11

% cumul des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

(1) Enquête électorale française, ENEF vague 12 ; (2) Enquête électorale française, ENEF 2022, vague 4

Ce repli s'accompagne, il faut le noter, d'une baisse d'audience potentielle des principaux candidats populistes. En 2017, Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen avaient réuni à eux trois 45% au total des suffrages exprimés. En janvier 2022, les intentions de vote enregistrées dans la vague 4 de l'Enquête électorale laissent, pour l'instant, entrevoir un potentiel total de 39% pour ces trois candidats, plus Éric Zemmour, soit un recul de 6 points pour l'ensemble du « bloc » populiste.

Vers la fin du cycle populiste ?

Cette première exploitation des données de la vague 4 de l'Enquête électorale témoigne de la prégnance des attitudes populistes et de leur diffusion assez large dans l'opinion publique française à la veille de l'élection présidentielle d'avril 2022.

De par sa magnitude, ce populisme « d'en-bas » - repérable à l'intersection d'attitudes relatives à la critique des élites et à la revendication de souveraineté populaire, adossées à une vision manichéenne de l'espace politique - constitue indéniablement un réservoir potentiel de mobilisation pour des entrepreneurs populistes en vue de la présidentielle d'avril.

Les conclusions que l'on peut tirer des données agrégées restent, à ce titre, très partielles. L'analyse conduite ici méritera d'être prolongée par un examen plus approfondi du populisme comme structure d'attitudes cohérente et homogène. L'analyse des sous-totaux d'accord avec les items de populisme masque en effet la logique du populisme attitudinal comme « degré¹¹ », et laisse en suspens, pour le moment, la question de l'effet normatif distinct que ce dernier pourrait exercer sur l'orientation du choix électoral individuel dans la perspective de la présidentielle d'avril 2022.

Enfin, le reflux observé du populisme par rapport à 2017 mérite d'être mieux appréhendé. Les périodes électorales sont généralement propices à l'activation des attitudes populistes qui existent à l'état latent dans la population¹². On sait, en outre, la profonde défiance qui existe structurellement en France à l'encontre du politique, qui continue de distinguer notre pays de nombre d'autres grandes démocraties européennes et qui nourrit traditionnellement les sentiments populistes¹³.

Il faudra, en particulier, interroger plus en détail nos données sur l'impact de la pandémie de Covid-19. Si l'opinion demeure encore très partagée quant à la gestion de la crise sanitaire par l'exécutif - 42% se disent satisfaits contre 58% de mécontents -, le retour en force du volontarisme politique et de l'État social pour répondre aux inquiétudes liées aux conséquences économiques et sociales de la pandémie a pu, pour partie, contribuer au recul des attitudes populistes, observable dans la vague 4 de l'enquête électorale¹⁴.

D'une manière générale, les leaders et partis populistes n'ont, jusqu'ici, pas été totalement en mesure d'exploiter les inquiétudes et les colères liées à la crise sanitaire¹⁵. Des études empiriques suggèrent que les attitudes populistes ont reculé dans le contexte de la pandémie de Covid-19, en lien notamment avec le rôle joué par l'expertise scientifique¹⁶. Plus encore, l'analyse très récente conduite par l'université de Cambridge d'un « mega-dataset » couvrant plus de 100 pays depuis 2020 montre que les attitudes populistes ont reculé dans la plupart des pays. Les auteurs notent à ce propos : « À l'échelle mondiale, nous

11. Rooduijn, M., de Lange, S. L., & van der Brug, W. (2014). A populist Zeitgeist? Programmatic contagion by populist parties in Western Europe. *Party Politics*, 20(4), 563–575

12. Hawkins, K., Rovira Kaltwasser, C., & Andreadis, I. (2020). The Activation of Populist Attitudes. *Government and Opposition*, 55(2), 283-307

13. Cf. Luc Rouban (2022), *Les raisons de la défiance*, Paris, Presses de Sciences Po

14. On observe une corrélation forte entre le niveau de satisfaction exprimé sur la gestion de la crise du coronavirus et le populisme, avec des écarts sur les items populistes de l'ordre de 20 points en moyenne entre ceux des enquêtés qui se disent satisfaits et ceux qui s'estiment au contraire mécontents

15. Cf. Gilles Ivaldi (2021), La crise du Covid-19 : vers le déclin des droites populistes ? (<https://www.sciencespo.fr/research/cogito/home/la-crise-du-covid-19-vers-le-declin-des-droites-populistes/>)

16. Cf. Mede, N. G., & Schäfer, M. S. (2021). Science-related populism declining during the COVID-19 pandemic: A panel survey of the Swiss population before and after the Coronavirus outbreak. *Public Understanding of Science*. <https://doi.org/10.1177/09636625211056871>

17.

Cf. Foa, R.S., Romero-Vidal, X., Klassen, A.J., Fuenzalida Concha, J., Quednau, M. and Fenner, L.S. (2022) "The Great Reset: Public Opinion, Populism, and the Pandemic." Cambridge, United Kingdom: Centre for the Future of Democracy
(<https://www.bennettinstitute.cam.ac.uk/publications/great-reset/>)

constatons que le soutien au populisme s'est effondré pendant la pandémie de coronavirus de 2020-21, qu'il s'agisse du soutien aux partis populistes, de l'accord avec les attitudes populistes ou de la popularité des leaders populistes eux-mêmes (...). Le soutien aux principales attitudes populistes - telles que la revendication de souveraineté populaire ou la vision d'une société divisée entre les « gens ordinaires » et une « élite corrompue » - a diminué dans presque tous les pays depuis le début de la pandémie¹⁷ ».

À n'en pas douter, l'élection présidentielle d'avril prochain constituera un test grandeur nature de ce qui semble, à la lumière de nos données et avec toute la prudence qui s'impose encore, s'annoncer comme une possible décrue du populisme en France.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : IVALDI (Gilles) « L'élection présidentielle de 2022 va-t-elle marquer la fin du cycle populiste ? », *Note Enquête électorale, vague 4, Sciences Po CEVIPOF*, janvier 2022, 8 p.

© CEVIPOF, 2022 Gilles Ivaldi